



Lieutenant-colonel Coutiti et général Noël Rakotonandrasana



[CLIQUEZ SUR LA PHOTO POUR LA VIDEO DU PREMIER MINISTRE CAMILLE VITAL](#)

"Tous les rebelles, sans exception, seront traduits devant un tribunal militaire". C'est ce qu'a déclaré le Premier ministre Camille Vital, dans la soirée du samedi 20 novembre 2010, après le dénouement de cette menée subversive verbale d'une quinzaine d'officiers supérieurs et généraux.

Traduction de la vidéo ci-dessus :

« La justice chez nous est indépendante. Nous, militaires, avons nos propres règlements qui nous régissent. Parmi ces collègues qui se sont rebellés, il y a des officiers généraux. Ils devaient être conscients qu'ils avaient enfreint ces règlements dont les sanctions leur seront appliquées. Il ne serait pas convenable de punir les militaires de rang et les sous-officiers et qui ont suivi leurs ordres et ne pas punir ces officiers généraux, supérieurs. Si l'on se rappelle les déclarations du lieutenant-colonel Charles, il avait dit que la transition était suspendue, que toutes ses institutions étaient suspendues et que c'était les secrétaires généraux [des ministères] qui allaient diriger le pays. A mon sens, il ne s'agit pas d'un coup d'état en tant que tel... Mais moi, en tant que militaire, général de surcroît, sans mettre en avant le fait que je sois aussi Premier ministre, je trouve inconcevable qu'un lieutenant-colonel parle sans aucune permission qui plus est, à la place des généraux qui étaient parmi ces rebelles. En tout cas, les négociations ont abouties. La preuve, aucun mort n'est à déploré ».



Le Lieutenant-colonel Charles (au centre) avec, à la main, la fameuse déclaration répercutée par les médias internationaux qui adorent ce genre de "scoop" sans recoupement aucun



Maison de force de Tsiafahy que Coutiti n'aurait jamais quitté sans Andry Rajoelina

Le soir de ce samedi 20 novembre 2010, parmi les officiers supérieurs immédiatement envoyés

à la maison de force de Tsiafahy, citons : le général Heriniaina Raelina, le lieutenant-colonel Coutiti et un officier proche de.... Monja Roindefo. Oui. Un certain colonel Ramaharavo (qui rend gai)... Le premier a longtemps été recherché ; le second était déjà condamné à perpétuité pour ces crimes depuis 1991. Le dernier était le directeur de la sécurité de Roindefo lorsqu'il était Premier ministre. Ce qui est étrange c'est la présence de Coutiti à la Bani d'Ivato alors qu'il était censé être en résidence surveillée à Antsiranana, grâce à Andry Rajoelina. Ingrat va. Mais ce déplacement n'a jamais effacé sa peine perpétuelle. Quant au troisième, Monja Roindefo ne va pas tarder à le renier. Mais il n'y a pas de hasard quant à sa présence parmi ces rebelles. Pour ce qui est des autres, notamment, le général Noël Rakotonandrasana et le lieutenant-colonel Charles, ils ont été amenés à la gendarmerie d'Ankadilanana « pour enquête ». Au total, ce sont 30 militaires qui se sont rendus. Mais tout le monde est bien d'accord sur ce qu'a déclaré le Premier ministre Vital : qu'il n'y ait pas deux poids, deux mesures.



Marc Ravalomanana et Zafy Albert, les vrais coupables de ce coup d'éclat qui a fait pschiiit ! Sans compter Monja Roindefo qui doit vite se chercher des excuses, surtout vis-à-vis du score record du "Oui" au référendum du 17 novembre 2010, engrangé dans son Androy natal

Pour faire un flash back, ce coup d'éclat de ces malheureux officiers supérieurs qui ont perdu tout honneur, est survenu au lendemain des appels à l'armée lancés à la fois par Monja Roindefo, Zafy Albert et Marc Ravalomanana. Encore une fois, il n'y a pas de hasard. Mais qui a (encore) le plus de moyens financiers pour faire tourner la tête à ces rebelles qui, à bien y regarder, n'auront jamais pu s'entendre ? Encore heureux que l'amiral Didier Ratsiraka, qui suit la trace de Ravalomanana en repoussant toujours son retour, a eu la décence de ne pas faire de déclaration identique. Cependant, la présence de Coutiti, homme de main de l'amiral et fédéraliste notoire, n'est point fortuite. Comme écrit sur le site des Gtt d'ailleurs : **...serait-ce la fin ce coup-ci ?**

Oui mais par pour qui ils croyaient en publiant de l'intox à outrance. A 10.000 kilomètres. Tiens, d'ailleurs, étant donné qu'ils auront vite fait de tout effacer,

voici le compte-rendu des journées des 17 et 19 novembre 2010 par les membres du Gtt qui méritent le prix Nobel de la désinformation

LU SUR LE SITE DES GTT (vraiment écrit en rouge)



17/11/2010 - Fil info

- En direct de Madagascar

17H05 : Les gendarmes d'Ivato ont lancé des grenades lacrymogènes pour disperser la foule qui a érigé des barrages à l'entrée d'Ivato. La population attend la réaction des militaires de la base RFI.

17H20 : la conférence de presse de Camille Vital prévue pour 15H ne s'est toujours pas tenue : apparemment, elle n'aura pas lieu de sitôt vue la situation qui se bouscule de minute en minute.

17H30: Les éléments de la gendarmerie ont encore usé de leurs grenades lacrymogènes pour disperser la foule.

17H40: On attend incessamment une déclaration des forces qui rallient le camp de Lieutenant Colonel Charles et consorts.

18H: Le Bani IVato devient le camp de base des officiers ayant fait une déclaration. Ces officiers sont dirigés par Le général Raelina, le général Noel Rakotonanadrasana, le

lieutenant colonel Charles et le colonel Coutiti. Le colonel Richard dit Labaomba a rencontré ces officiers.

Dans sa déclaration à la presse, Camille Vital a menacé de prendre des sanctions envers les officiers "putschistes". Madagascar est un état de droit affirme ce PM de ce gouvernement putschiste.

A Ivato, la foule a commencé elle aussi d'user de sa force. Des panneaux publicitaires appartenant à Injet, entreprise de TGV ont été enlevés.

17/11/2010 - Fil info

- En direct de Madagascar

15H20 : Une foule ininterrompue converge vers Ivato après annonce faite par les militaires demandant à la population de venir sur cette localité.

16H00 : BANI - BATAK - RFI sont les camps militaires qui se sont réunis pour faire l'annonce dont les principales revendications sont : la vraie réconciliation inclusive et consensuelle, le retour sans condition de tous les exilés sans distinction. Le camp de RM1 à Analakely est en grande effervescence depuis le début de l'après-midi.

16H20 : Première apparition d'un convoi armé venant de la base RFI qui s'est stationné au niveau de la "Hutte Canadienne", signifiant son soutien à la population venue en masse après l'appel leur demandant de venir vers Ivato. La conférence de presse de Camille Vital qui devait se dérouler à 15H n'a toujours pas commencé.

16H40 : La population venue en masse à Ivato commence à ériger des barrages car des rumeurs d'attaque des éléments de Vital venant du centre ville se propagent. Le Professeur Zafy Albert va faire une déclaration à la villa Elisabeth d'un instant à l'autre.

19/11/2010 - Fil info

- En direct de Madagascar

07h 20 : Les milices de la HAT commenceraient à encercler la Base Aéronavale d'Ivato où sont basés les officiers et soldats du comité pour le salut national.

08h 30 : rendez-vous des légalistes devant le terrain Don Bosco Ivato

12h 00 : Quelques mini-barrages de l'EMMOREG sont érigés à quelques endroits aux environs d'Ivato, faisant des vérifications systématiques de voitures et passants ayant sac-au-dos. Malgré ces barrages, la foule afflue et converge vers Ivato.

12h 30 : Le CEMGAM de la FAT vient de sortir du camp de la BANI après avoir tenté plusieurs heures de négociation. Il n'a pas fait de déclaration à sa sortie. Rien non plus pour le moment du côté des officiers du comité militaire pour le salut national.

14h 20 : Les gendarmes de l'EMMO ont dispersé par des bombes lacrymogènes, la foule amassée à Ivato. Ici, nous nous permettons de livrer nos impressions : serait-ce le signe d'un fiasco de l'intervention du CEMGAM à la BANI ? Le pouvoir de fait est aux abois et s'en prend comme à son habitude, à la population pacifique. C'est un signe qui ne trompe pas : l'heure est grave pour le DJ et consorts, car d'après nos sources sur place, le CEMGAM n'avait pas son habituel visage triomphant, il s'est même caché... Effectivement, depuis 2 ans bientôt, ce régime de fait n'a jamais été avare de parole et de "m'as-tu vu" dès qu'il s'agit de se montrer en public... serait-ce la fin ce coup-ci ?



Vony Rambolamanana, récemment élue Président du GTT International qui est fier qu'on parle de lui à travers le monde. Ne vous fiez plus aux apparences... Déjà que cette "*citoyenne malgache*"

ne parle pas le malgache. Vrai. Je lui suggère d'apprendre. C'est facile et gratuit. Ce sera un bon début de l'amour qu'elle prétend vouer à sa patrie

Voilà ce qui s'appelle un tissu de mensonges. A ce petit jeu qui a duré 20 mois, vous n'attirez que le mépris du monde entier. Mais j'admire l'inconscience des rédacteurs. J'espère qu'ils seront milliardaires grâce à leur idole déchu. Pauvre Vony Rambolamanana, présidente de ce ramassis d'affabulateurs, la seule damoiselle intelligente dans ce groupuscule créé au lendemain de la démission de Marc Ravalomanana. Elle, au moins, elle a pu envoyer 5 kg (eh oui !) de dossiers inculquant Andry Rajoelina, au tribunal pénal international. Elle n'a pas froid aux yeux et mérite mon respect car elle lutte sans retourner sa veste. Mais que vient-elle faire dans cette galère et est-elle crédible en regard de cette campagne de désinformation ? L'autre reproche fait à ce groupuscule est ce culte de la personnalité invraisemblable. Car pour les Gtt, retour à l'ordre constitutionnel n'est ni plus ni moins que le retour au pouvoir de Marc Ravalomanana. Là, les gars, il faut cesser de rêver. Une chose est, néanmoins, certaine : ces gars-là sont capables de tout, au nom de Ravalomanana ! Les RG français devraient un peu vérifier le statut de certains de ces « Malgaches » qui veulent faire parler d'eux. On verra qui seront, ici aussi, les plus surpris (en flagrant délit)... Que chacun assume la responsabilité de ses actes.

Jeannot RAMAMBAZAFY – Antananarivo, le 21 novembre 2010